



Edito

L'Union européenne aborde l'année 2025 avec de nouvelles équipes aux commandes. Après la nomination des commissaires de la Commission européenne intervenue en décembre, c'est au tour du Conseil européen d'accueillir Antonio Costa, son nouveau président que Pierre Mandon nous présente. Son aptitude à établir des compromis sera bien utile dans une Europe dont les citoyens sont de plus en plus tentés par les partis nationalistes qui, comme nous l'explique Ysmael Lebré, portent une contestation croissante des institutions européennes et le développement d'un euroscepticisme. Colette Modion nous parle d'un autre signe de cette période d'incertitudes : les récentes élections contestées en Géorgie indiquant un basculement en faveur de la Russie et la décision du gel du processus d'intégration à l'UE.

Face aux doutes, la Pologne, qui prend la présidence de Conseil de l'Union européenne à compter du 1er janvier, affiche sa volonté de travailler à la promotion de la sécurité déclinée dans tous les domaines. L'article de Michel Lefrançois nous indique cependant que, si l'UE est actuellement affaiblie, l'enquête de l'Eurobaromètre effectuée cet automne, montre que les citoyens restent attachés aux acquis communautaires et sont en attente d'une Europe plus forte, plus indépendante et plus durable. En cette nouvelle année formulons le vœu que l'UE parvienne à répondre efficacement aux attentes de ses citoyens.

Ce numéro vous présente également l'aide d'urgence apportée à Mayotte par l'Union européenne et un article sur la place du français au sein des institutions européennes. Il vous invite à découvrir Iva Pezuashvili, écrivain géorgien lauréat à deux reprises du prix de littérature de l'Union européenne.

*L'équipe de rédaction vous souhaite ainsi qu'à vos proches
une bonne année européenne 2025 !*

Antonio Costa - Construire le consensus européen dans une Europe fracturée



António Costa, figure du socialisme portugais, a pris ses fonctions de président du Conseil européen le dimanche 1er décembre 2024. Apprécié pour ses qualités de négociateur et son influence à Bruxelles, il aspire à rompre avec l'héritage de son prédécesseur Charles Michel et à engager des réformes ambitieuses au sommet de l'Union européenne.

Un bâtisseur de compromis et figure majeure à Bruxelles

Arrivé au pouvoir en 2015 grâce à une coalition audacieuse, António Costa a démontré son savoir-faire politique en redressant les finances publiques du Portugal tout en maintenant la croissance. Ce succès, qualifié de « miracle portugais » par Les Échos, a renforcé sa réputation de bâtisseur de compromis.

L'édito	1
Antonio Costa	1-2
Montée du nationalisme	3
Mayotte	3
La Géorgie.....	4
La Pologne.....	5
La compétitivité.....	6
La langue française.....	7
L'Europe près de chez vous	8
Idées lecture	8

Pleine intégration de la Roumanie et de la Bulgarie dans l'espace Schengen.

Autorisée le 11 décembre, elle prend effet le 1er janvier 2025.

Elle va permettre de lever les contrôles aux frontières intérieures terrestres avec ces deux Etats.

Les contrôles aux frontières intérieures aériennes et maritimes ont été levés en mars 2024.

L'espace Schengen garantit la libre circulation des personnes et des biens.

Antonio Costa - Construire le consensus européen dans une Europe fracturée (suite et fin)

Pragmatique et ouvert au dialogue, il s'est distingué en 2020 en persuadant Viktor Orbán, le Premier ministre hongrois, de soutenir le plan de relance européen post-Covid, essentiel pour le Portugal, selon Euractiv.

Une nouvelle figure de proue pour les socialistes

Dans un Conseil européen dominé par le centre-droit du PPE, António Costa devient une voix incontournable de la gauche européenne, aux côtés de Teresa Ribera, première vice-présidente exécutive de la Commission. Ce leadership est crucial pour les socialistes, alors que l'Union européenne s'oriente davantage vers la droite, tant au niveau des institutions européennes — Parlement et Commission — qu'au niveau des États membres.

Renforcer les relations extérieures

Fier de ses origines indiennes, Antonio Costa ambitionne de redynamiser les relations de l'UE avec l'Asie, l'Afrique et l'Amérique du Sud. Cette stratégie internationale devra s'articuler avec celle de Kaja Kallas, la nouvelle cheffe de la diplomatie européenne, pour assurer une cohérence dans les ambitions extérieures du bloc.

Ces derniers mois, António Costa a parcouru les capitales européennes pour échanger avec les dirigeants de l'Union et cerner leurs priorités pour les cinq années à venir. Une démarche essentielle à l'heure où l'UE se confronte à des enjeux majeurs :

 Politique commune sur l'Ukraine : Face à la guerre, il s'agit de définir une réponse cohérente et durable.

 Relations internationales : Anticiper les impacts d'une potentielle guerre commerciale avec la Chine et se préparer au retour possible de Donald Trump à la Maison-Blanche.

 Budget de l'Union : Planifier et négocier le prochain cadre financier pluriannuel, un exercice complexe et crucial pour l'avenir de l'Europe.

En s'engageant activement dans cette tournée, Costa affirme sa volonté de bâtir des consensus solides et de placer son mandat sous le signe de l'écoute et de la collaboration, dans un contexte international et européen particulièrement délicat.

CV d'António Costa

 17 Date de naissance : 17 juillet 1961

 Lieu : Lisbonne, Portugal

 Origines : Héritier d'une grande famille de Goa (Inde), fils d'un journaliste politique et d'un écrivain communiste.

Avocat de formation, António Costa a occupé de nombreuses fonctions politiques au Portugal :

- ▶ 1991 : Membre du Parti socialiste et élu à l'âge de 34 ans comme député
- ▶ 1995 : Secrétaire d'État aux Affaires parlementaires puis Ministre de la Justice
- ▶ 2004 : Eurodéputé et septième vice-président du Parlement européen
- ▶ 2007 : Maire de Lisbonne
- ▶ 2015 : Premier ministre du Portugal : Architecte de grandes négociations européennes, notamment pour débloquer le plan de relance post-Covid en 2020.

Depuis le 1er décembre 2024, il préside le Conseil européen.

Pierre MANDON



La montée du nationalisme en Europe

Lors des dernières élections européennes, les listes nationalistes de droite radicale ont séduit les électeurs en France (+12 eurodéputés par rapport à 2019), Italie, Pologne (score de 50%) ou encore Autriche (plus de 25% des voix), au détriment des partis de gouvernement centristes. Le nationalisme en Europe aujourd'hui ne correspond plus au simple patriotisme ou à la recherche d'une nation fondée sur des valeurs communes. Il n'est plus considéré comme cette étincelle d'indépendance qui a pu animer les nombreux mouvements décoloniaux et autres mouvements d'indépendance au XXe siècle : il correspond désormais à un repli sur soi et à une forme de conservatisme ou de socialisme poussé à l'extrême...

Ce nationalisme se réveille au fur et à mesure de la montée en puissance de l'Union Européenne : complot néolibéral et asservissement aux multinationales pour les uns, surréglementation et vecteur de migration pour les autres. Il se transforme en euroscepticisme et en politique nationaliste et conservatrice assumée ouvertement, même par des chefs d'États de certains États-membres.

Ainsi, les institutions de l'Union Européenne sont régulièrement mises à mal et contestées. En témoigne – à titre d'exemple – le non-paiement de la Hongrie de Viktor Orban d'une amende de 200 millions d'euros, infligée par la Cour de Justice pour une soustraction « de manière systématique et délibérée » à la politique du droit d'asile(1).

Cette affaire n'est qu'une ligne de plus au livre des contestations hongroises, où V. Orban n'hésite pas à rassembler les foules en leur promettant des « politiques

hongroises indépendantes » avec comme point d'orgue cette question : « devons-nous nous plier à la volonté étrangère, ou devons-nous y résister ? ». La réponse des institutions de l'UE, via une mesure de compensation avec les fonds européens, semble limitée : elle est certes efficace mais risque également d'exacerber l'euroscepticisme hongrois et l'idée d'une UE contraire aux intérêts nationaux. Il semble loin le temps où Jean Monnet se battait pour la création de la CECA en affirmant qu'il fallait « accomplir une œuvre commune », « éliminer de nos discussions tout sentiment de particularisme » ou encore « accomplir une œuvre commune, non pour négocier des avantages, mais pour rechercher notre avantage dans l'avantage commun ».

Ce nationalisme ne concerne pas uniquement quelques États-membres mais empoisonne élections après élections le corps électoral, promettant des idéaux inatteignables et accusant l'Union Européenne de tous les maux. Pourtant, le principe même du nationalisme est contraire à l'idée d'union véhiculée par l'UE et le repli national est rarement bénéfique. Ainsi, le brexit a montré l'affaiblissement tant financier que politique du Royaume-Uni, là où l'Union Européenne n'a que peu souffert de cette situation, préservant le marché commun d'une part et l'unité des États membres d'autre part (2).

Ysmaël LEBRE
Etudiant L3 droit
Université Jean Monnet



(1) Arrêt du 13 juin 2024, Commission européenne contre Hongrie, C-123/22, EU:C:2024:493.

(2) Retour sur le Brexit et ses conséquences (A. Antoine). Interview | Dalloz Actualité.

<https://www.dalloz-actualite.fr/interview/retour-sur-brexit-et-ses-consequences>

L'UE apporte son soutien à Mayotte touchée par le cyclone Chido

Mayotte, qui vient d'être durement touchée par le cyclone Chido, va pouvoir bénéficier d'un soutien renforcé de l'Europe grâce au règlement RESTORE (Appui régional d'urgence à la reconstruction) approuvé le 16 décembre par le Parlement européen. Ce règlement vise à renforcer la réactivité des États membres face aux catastrophes naturelles.

RESTORE permet d'accélérer le déploiement des fonds européens pour l'aide humanitaire d'urgence, l'aide aux PME touchées, et la reconstruction. Il introduit surtout plus de flexibilité dans l'utilisation des fonds de la politique de cohésion (FEDER et FSE+) et complète le Fonds de solidarité de l'Union européenne (FSUE).

Mayotte satisfait aux conditions nécessaires pour bénéficier de ce dispositif. La présidente du Parlement européen, Roberta Metsola, a déclaré lors de l'ouverture de la session plénière : « Mayotte c'est l'Europe et l'Europe ne vous abandonnera pas ».

Mayotte est en effet, depuis 2014, l'une des neuf régions ultrapériphériques (RUP) de l'Union européenne, ce qui lui permet de bénéficier de financements européens pour son développement économique, social et infrastructurel.

Le mécanisme de protection civile de l'UE a également été activé à la demande de la France. La Belgique, l'Allemagne, l'Italie et la Suède ont proposé des abris. L'UE peut aussi mobiliser un soutien supplémentaire par l'intermédiaire de ses stocks rescEU. Il s'agit d'une réserve de capacités européennes, totalement financée par l'UE qui comprend une réserve d'articles médicaux, des hôpitaux de campagne, des abris, des équipements de transport et de logistique, ainsi que des systèmes d'approvisionnement en énergie.

Pour appuyer les secours, le Centre national d'études spatiales (CNES) a par ailleurs activé les satellites du programme Copernicus. Ce dispositif englobe plusieurs satellites et permet d'utiliser des images pour les besoins de l'aide humanitaire en orientant les équipes de secouristes engagées dans les zones touchées.

Gel du processus d'intégration à l'UE de la Géorgie



Aujourd'hui, l'Ukraine, la Géorgie et la Moldavie souhaitent rejoindre l'Union européenne, notamment pour se protéger de la menace russe - Crédits : montage Toute l'Europe

Historique :

Le 3 mars 2022, la Géorgie, la Moldavie et l'Ukraine font officiellement acte de candidature d'adhésion à l'Union Européenne.

Après un premier refus de l'UE en raison de critères à améliorer, la Géorgie obtient le statut de candidat officiel le 14 décembre 2023.

Le président d'alors du parti Rêve Géorgien pro-russe, Irakli Koboklidze, également Premier ministre, et la présidente de la Géorgie Salomé Zourabichvili, justifient cette demande comme un objectif stratégique de protection contre l'invasion russe. Celle de 2008 avec la perte de deux territoires séparatistes reste encore douloureuse.

La bascule en 2024 :

Les 27 et 28 juin 2024, le processus d'adhésion est gelé, consécutivement à l'adoption, par le gouvernement géorgien, d'une loi dite « loi sur la transparence de l'influence étrangère », et une nouvelle législation anti LGBTQ, véritables reculs par rapport aux recommandations de l'UE. Elle est également l'expression d'une bascule géopolitique vers la Russie- par la censure rendue possible à l'encontre de médias indépendants et de la société civile-, et vers une position anti UE...

Des élections législatives entachées de soupçon de fraude, avec la victoire du parti Rêve Géorgien, conduisent le Parlement européen à une résolution, non contraignante, rejetant les résultats et appelant à de nouvelles élections dans l'année à venir. Dans le même temps la présidente adresse un recours auprès de la Cour constitutionnelle.

Le pays est alors paralysé politiquement la présidente en place, en rupture avec le gouvernement, refusant de quitter son poste. Elle rejoint les manifestants à Tbilissi.

Le 28 novembre, le Premier ministre géorgien annonce le gel des négociations d'adhésion jusqu'en 2028, ainsi que le refus de subventions de l'UE – soit 30 millions d'euros- et de l'aide des USA en exercices militaires, provoquant ainsi la colère de l'opposition et de la population, et de nombreuses manifestations en cours qui sont réprimées avec, à ce jour, 460 opposants interpellés et 300 blessés. Ces dernières ont un impact indéniable sur le tourisme, qui représentait 7 % du PIB géorgien : 70 % de réservations ont été annulées.

Elles s'intensifient à l'approche de la prise de fonctions du nouveau président, Mikheil Kavelachili, le dimanche 29 décembre. Elles s'élargissent à des minorités nationales, les Azerbaïdjanais et les Arméniens, dans une « marche de l'unité », rassemblant des participants déterminés, jusque dans les modalités d'expression, avec le Khoruma, danse traditionnelle de combat.

Pour tenter de calmer le jeu, le Premier ministre affirme la détermination de son gouvernement à intégrer l'UE et à sauvegarder l'intégrité territoriale de la Géorgie. Il maintient la demande à l'horizon 2030, notamment en raison d'une disposition prise en 2017 dans la Constitution géorgienne pour assurer sa pleine intégration à l'OTAN. Son non respect équivaldrait à une position anti-constitutionnelle.

Cette situation interroge sur l'avenir de certains pays, et sur leur place au sein de l'UE, alors qu'en Roumanie les dernières élections traduisent également une percée des nationalistes.

Colette MODION



La Pologne prend la présidence de l'Union européenne : « Sécurité, Europe ! »

Logo de la présidence polonaise du
Conseil de l'Union



POLAND25.EU

Le logo a été conçu par Jerzy Janiszewski,
auteur du symbole du mouvement « Solidarnosc »
créé en 1980.

À partir du 1er janvier 2025, la Pologne assumera la présidence du Conseil de l'Union européenne, succédant à la Hongrie. Dans un contexte international marqué par des tensions croissantes et des défis sécuritaires majeurs, Varsovie a défini une feuille de route ambitieuse pour les six prochains mois.

Le 10 décembre dernier, à la Chancellerie du Premier ministre à Varsovie, des représentants du gouvernement polonais ont présenté les priorités de la présidence polonaise qui peuvent être résumées en un seul mot : sécurité. Cette thématique sera abordée sous sept dimensions distinctes, illustrant l'ampleur des défis auxquels l'Europe fait face :

« Pour l'Europe, c'est l'heure de mise à l'épreuve et de la décision. L'UE doit se protéger elle-même, protéger ses citoyens et être attentif à son voisinage immédiat. Elle doit donner aux Européens un sentiment de sécurité et des perspectives de développement. C'est pourquoi la présidence polonaise soutiendra les activités renforçant la sécurité européenne dans toutes ses dimensions » ([programme of the Polish presidency of the Council of the European union](#)).

1. La défense et la sécurité

La Pologne plaide pour une action concertée en matière de défense européenne, en complément des efforts de l'OTAN. Varsovie met en avant des projets tels que l'East Shield, un bouclier défensif couvrant l'Europe de l'Est, et la Baltic Defence Line, une infrastructure clef pour protéger les pays baltes face aux menaces russes.

2. La protection des populations et des frontières

Avec une pression migratoire accrue, la présidence polonaise envisage de renforcer les dispositifs aux frontières extérieures de l'UE, comme le système FRONTEX. Le renforcement des capacités de l'UE et des États membres en matière de protection civile, de résilience aux catastrophes, de sauvetage et d'assistance humanitaire sera une priorité au même titre que la lutte contre les réseaux internationaux de criminalité organisée, le terrorisme et la radicalisation.

3. La résistance aux ingérences étrangères et à la désinformation

L'UE doit protéger sa démocratie en renforçant ses capacités de détection et de lutte contre la manipulation de l'information. La présidence polonaise s'engage à coordonner ces efforts, notamment face aux crises impliquant des ingérences étrangères dans les systèmes d'information. Elle soutiendra également le développement de services numériques sécurisés et la lutte contre la désinformation climatique.



Radosław Sikorski,
ministre des Affaires étrangères de Pologne

4. La sécurité et la liberté d'entreprendre

Face à l'évolution technologique, à la transition énergétique et aux tensions géopolitiques, la présidence polonaise plaide pour un marché unique approfondi et moins contraignant. Elle souhaite alléger les charges administratives et proposer des incitations positives pour stimuler les entreprises (voir en ce sens l'article sur le rapport Draghi du précédent numéro)

5. La transition énergétique

La présidence polonaise prévoit une révision des mécanismes de sécurité énergétique et encourage la réduction de la dépendance aux technologies importées.

6. L'agriculture compétitive et résiliente

Varsovie appelle à une Politique agricole commune (PAC) plus incitative et adaptée aux besoins environnementaux et climatiques. L'élargissement futur de l'UE sera étudié pour en minimiser les impacts sur ce secteur.

7. La sécurité sanitaire

La transformation numérique de la santé et la diversification des chaînes d'approvisionnement en médicaments sont au cœur des priorités sanitaires. Un accent particulier sera mis sur la santé mentale des enfants et adolescents ainsi que sur la prévention et la promotion de la santé publique.

Pierre MANDON



La Pologne forme également, avec le Danemark et Chypre, ce que l'on appelle le trio de présidences. Ces trois pays créent un programme commun pour les trois semestres prochains.

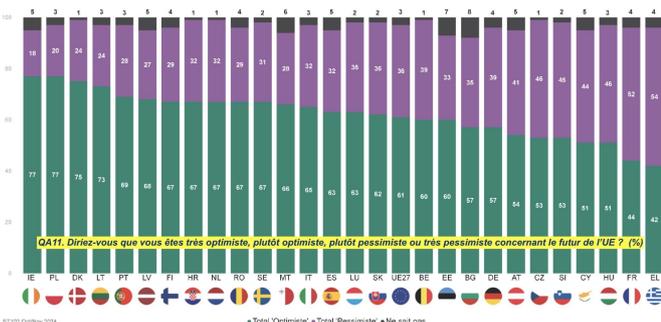
Pour en savoir plus : <https://polish-presidency.consilium.europa.eu/en/programme/trio-programme/>

La compétitivité et autres sujets européens : 2025...après 2024

Prédire l'évolution des défis mondiaux et européens sur l'année qui vient semble pouvoir relever de la théorie du chaos au même titre que la météo. Dans la continuité de l'année 2024, suralimentée en évènements, surprises et rebondissements, la stabilité ne semble pas être pour demain. Politiquement, notre réalité nationale se duplique dans un certain nombre d'autres pays européens, l'Allemagne en particulier. Avec des dirigeants en position de faiblesse, nos deux pays risquent fort de ne pas être à la hauteur de leur rôle supposé moteur dans le fonctionnement de l'UE, ce qui peut être dommageable dans un contexte géopolitique critique.

Malgré tout, où en sont les citoyens de l'UE ?

Pour répondre à cette question, on peut se plonger dans l'enquête [Eurobaromètre Standard 102 \(automne 2024\)](#) menée entre le 10 et le 30 octobre 2024. Cette enquête périodique, commandée et coordonnée par la Commission européenne, vise à évaluer les opinions des citoyens de l'UE vivant dans les 27 États membres (26 525 citoyens de l'Union interrogés en face-à-face) ainsi que dans les pays candidats actuels, potentiels (sauf l'Ukraine), et au Royaume-Uni.



Dans le rapport national France, on peut lire, parmi les principaux enseignements, que :

- « Les Français se déclarent satisfaits de leur vie quotidienne (87%, +4 points par rapport au printemps dernier);
- 57% des répondants en France se disent attachés à l'UE;
- Les Français sont très attachés aux acquis communautaires tels que la libre circulation (79%) et l'euro (76%). Ils sont aussi très favorables à une politique de défense commune (70%), sans toutefois soutenir aussi massivement une politique étrangère commune (55%). Ils sont enfin plutôt favorables à d'autres politiques communes, mis à part l'élargissement de l'Union européenne (37%) »

mais aussi que :

- « Les Français considèrent que l'immigration est le défi le plus important pour l'UE et ce constat se renforce (26%, + 7 points).
- Leur confiance à l'égard de l'UE est au plus bas niveau enregistré en France (35% pour une moyenne européenne à 44%). A noter que la confiance envers les institutions nationales est encore nettement plus faible que celle accordée à l'UE.
- Le sentiment d'insatisfaction envers le fonctionnement

de la démocratie en France progresse et touche désormais une majorité de Français (59%, +11 points). »

En remarquant que l'enquête complète confirme que l'attitude pro-UE des Français tend à être globalement en dessous de la moyenne européenne, les grandes lignes se résument ainsi :

- « Une confiance dans l'UE à son plus haut niveau en 17 ans
- Le souhait d'une UE plus forte, plus indépendante et plus durable
- Un soutien historiquement élevé à l'euro et un optimisme croissant à l'égard de l'économie
- Un soutien continu à la réaction de l'UE à la guerre en Ukraine »

Ce bilan d'enquête est plutôt une bonne surprise considérant le résultat mitigé des très récentes élections européennes. Est-ce la confirmation que, au regard des difficultés inhérentes à chaque état-membre, l'Union européenne représente une sécurité pour nombre de citoyens, en dépit de la pression croissante des courants protectionnistes ?

Un chantier permanent

La prochaine enquête Eurobaromètre peut-elle encore refléter une image aussi positive si les aléas européens et mondiaux qui tendent à se précipiter ne sont pas pris en main et traités par une UE unie et solidaire ?

En cette fin d'année 2024, le concept de chantier rassembleur est parlant, mais on s'aperçoit alors que Notre-Dame aura finalement été un chantier « facile » comparé à celui de l'UE, qui s'amplifie, s'élargit, et, par essence, devra être réajusté en permanence.

Sur un autre plan, on peut se souvenir de cette métaphore attribuée à Jacques Delors, et souvent reprise par des personnalités politiques : « L'Europe, c'est comme un vélo, si on arrête de pédaler, on tombe ».

Le paragraphe terminant l'avant-propos du [rapport Draghi sur l'avenir de la compétitivité européenne](#), paru le 9 septembre, que nous avons présenté dans [notre n°48](#), résume bien l'ampleur de la tâche :

« Les valeurs fondamentales de l'Europe sont la prospérité, l'équité, la liberté, la paix et la démocratie dans un environnement durable. L'UE existe pour garantir que les Européens puissent toujours bénéficier de ces droits fondamentaux. Si l'Europe ne peut plus les offrir à ses citoyens – ou doit faire des compromis entre l'un et l'autre – elle aura perdu sa raison d'être.

La seule façon de relever ce défi est de croître et de devenir plus productifs, en préservant nos valeurs d'équité et d'inclusion sociale. Et la seule façon de devenir plus productifs est que l'Europe change radicalement.»



Michel LEFRANCOIS

L'Europe près de chez vous

L'hydrogène vert en Auvergne-Rhône-Alpes, pionnière de la filière H2

Les financements européens sont un levier important pour accompagner la transition vers une économie neutre en carbone. Le projet d'électrolyseur Lhyfe en est un exemple. Avec le soutien financier de l'Europe (5,5 millions d'euros) et de la Région AURA, ce projet d'un coût total d'environ 30 millions d'euros, va permettre l'installation d'un grand site de production d'hydrogène vert, en Auvergne-Rhône-Alpes.



[Cliquer pour plus d'infos](#)

D'ici mi-2025, Lhyfe construira une usine de production d'hydrogène vert d'une capacité de production de 4 t / jour (10 MW) à Le Cheylas (entre Grenoble et Chambéry), sur l'ancien site de stockage des déchets de l'aciériste

Ascométal. Le projet devrait ainsi **contribuer à réindustrialiser le territoire**, et à assurer la transition de l'économie locale vers un **modèle plus durable**. L'hydrogène sera produit par électrolyse de l'eau et à partir d'électricité issue d'énergies renouvelables.

Ce site de production permettra de subvenir aux besoins des 7 stations hydrogène pour un volume de 600 tonnes par an (soit environ 1,6 t / jour, après une période de montée en puissance) sur une période de 10 ans, ainsi qu'à ceux des industriels régionaux, en remplacement de l'hydrogène gris, ou du gaz naturel.



Le saviez-vous ?

La réglementation européenne du « chargeur unique » est entrée en vigueur

Depuis le 28 décembre prochain, tous les appareils électroniques de petite et moyenne taille vendus dans l'Union européenne doivent être équipés d'un port USB Type-C pour la recharge, conformément à la directive européenne du 23 novembre 2022.

Idées lecture :

A propos de la littérature géorgienne.

La littérature géorgienne est apparue avec la création de l'alphabet géorgien, aux IV^{ème} et V^{ème} siècles. Elle s'est nourrie d'influences diverses, dont les différentes occupations étrangères du pays. Elle se distingue par un art narratif riche qui reflète une culture chargée d'histoire, au sein duquel la poésie occupe une place primordiale.

Si de nos jours, elle reste peu connue au niveau mondial et même européen, les efforts conjugués des traducteurs et éditeurs tendent à inverser cette situation.

Depuis le début du XX^{ème} siècle et notamment face à la censure soviétique, elle se positionne comme témoin de la transformation sociale et du renouveau culturel. Certains auteurs contemporains dits « subversifs » se font écho des conflits armés depuis la chute de l'URSS, défient l'autorité d'un gouvernement de plus en plus proche de Moscou, revendiquent l'identité européenne de leur pays.

Porteuse d'espoir, la littérature géorgienne contemporaine se veut « un espace de dialogue et de cohésion, nourrissant les aspirations d'un futur uni ».

Iva Pezuashvili est l'un d'eux. Né en 1990, il mène une double carrière de scénariste et d'écrivain, et a reçu à deux reprises le Prix de littérature de l'Union européenne, en 2022 pour « A garbage chute »- traduit «Une chute à ordures »-, puis en 2024 pour « Le bunker de Tbissili ». Président de l'organisation Pen Géorgie, il défend la liberté d'expression des écrivains.

Dans « Une chute à ordures »- paru aux Editions Intelekti-, saga familiale, il construit une intrigue sur vingt-quatre heures, dans laquelle tous les conflits, les drames et les défis s'abattent sur la famille Simoniani. Dans le même temps, démons et gens du passé commencent à se réveiller et il va falloir l'assumer. L'auteur interroge ainsi le difficile sujet de l'identité et ses liens avec la politique, en l'occurrence la chute de l'union soviétique.

Colette MODION



EuropaLoire



Le Mouvement Européen France est une association créée en 1949.

Transpartisane, elle a pour objectifs de mieux faire connaître l'Europe et de faire vivre un débat public pluraliste.

Elle comporte une branche ouverte aux jeunes de 16 à 35 ans (Jeunes Européens France), désireux de défendre le projet européen.

Pour nous contacter : loire@mouvement-europeen.eu

Directrice de la publication : Marthe-Claire Portran

**Comité éditorial : Colette Modion, Jean-Paul Villié, Pierre Mandon,
Daniel Imbert-Magand, Michel Lefrançois.**

Pour adhérer au Mouvement Européen, ou faire un don : <https://mouvement-europeen.eu/>



**Mouvement
Européen
Loire**